



Rapport 2020-DIAF-30

1^{er} septembre 2020

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2020-GC-22 Ballmer Mirjam/Ducotterd Christian – Création d'une table ronde des religions

Le rapport que nous avons l'honneur de vous soumettre comprend les points suivants:

1. Introduction	1
2. Le dialogue interreligieux en Suisse	1
2.1. Dans le canton de Fribourg	1
2.1.1. La Semaine des religions	1
2.1.2. Le Groupe interreligieux et interculturels de la Gruyère	2
2.1.3. Le Groupe interreligieux de Fribourg	2
2.2. En Suisse	2
2.2.1. La Table Ronde des religions de Bienne	2
2.2.2. La Table ronde des religions de Bâle	3
2.2.3. La Plateforme interreligieuse dans le canton de Genève	3
2.2.4. Les expériences zurichoïse et saint-galloïse en matière d'aumônerie	3
3. Le dialogue entre l'Etat et les communautés nouvelles implantées dans le canton	4
4. Conclusion	4

1. Introduction

Par postulat déposé et développé le 6.2.2020, les députés Mirjam Ballmer et Christian Ducotterd demandent que soit étudiée la création d'une table ronde des religions, dans le cadre des travaux sur la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat.

Comme les postulants le relèvent, suite à l'acceptation du volet institutionnel d'un précédent postulat sur la surveillance des mosquées et des imams (2017-GC-41), la révision de la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (LEE) sera révisée. Les travaux ont été confiés à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) et vont commencer prochainement.

Au cours des 20 dernières années, la société fribourgeoise a considérablement évolué. L'accroissement du nombre de personnes se réclamant d'autres confessions que celles traditionnellement présentes sur le territoire cantonal est indéniable. Le temps viendra où certaines de ces nouvelles communautés religieuses souhaiteront obtenir l'octroi de prérogatives de droit public. Les travaux de révision de la LEE doivent ainsi examiner la possibilité de préciser les conditions d'octroi de ces prérogatives de droit public ainsi que les modalités de leur

octroi. Obtenir de telles prérogatives confèrera à ces communautés un statut nouveau et témoignera de leur reconnaissance et de leur intégration au corps social du canton. Cela contribuera également à une meilleure intégration de leurs membres.

Dans ce contexte, la création d'une table ronde telle que souhaitée par les postulants, est une idée intéressante, qui mérite l'attention des autorités. Indépendamment de la question soulevée par les postulants, il est intéressant de faire un bref tour d'horizon des moyens d'échanges interreligieux déjà existants en Suisse romande et de l'initiative développée dans le canton de Zürich.

2. Le dialogue interreligieux en Suisse

2.1. Dans le canton de Fribourg

2.1.1. La Semaine des religions

Il faut tout d'abord relever que le canton de Fribourg n'est pas un espace vide de tout échange interreligieux. Des plateformes d'échanges, de dialogue et de partage existent de manière plus ou moins régulière dans notre canton notamment par l'intermédiaire de la Semaine des religions. Cette

manifestation a lieu dans la plupart des cantons suisses. Elle a été créée en 2006 déjà par la Communauté de travail interreligieuse en Suisse (IRAS-COTIS) qui a son siège à Zürich et qui existe depuis 1992. Cette association a pour but statutaire de favoriser le rapprochement entre les différentes religions et cultures présentes sur le territoire national. L'association a aussi pour ambition de réduire les préjugés et les peurs sur les religions et de promouvoir la cohésion sociale. Ses activités se déploient dans tout le pays avec le soutien ou la collaboration de 70 communautés religieuses et organisations. L'année dernière, près d'une centaine de manifestations ont été organisées dans le territoire national par l'association IRAS-COTIS.

En 2019, dans le canton de Fribourg, divers ateliers ont ainsi été organisés entre le 5 et le 10 novembre à Fribourg et Bulle. Il s'est agi principalement de rencontres et de discussions sur le thème de la main et de sa symbolique, des ateliers de lectures de textes religieux et de débats publics en forme de table ronde entre des représentants de diverses confessions minoritaires et de communautés religieuses reconnues. Au terme de ces rencontres, une célébration interreligieuse a été célébrée au Centre spirituel Sainte-Ursule, à Fribourg.

La manifestation de la Semaine des religions a traditionnellement lieu au début du mois de novembre. Pour l'année 2020 le thème retenu a pour objet «le corps et le sacré – rites et symboles». L'Université de Fribourg organise par ailleurs ponctuellement des journées d'information, des conférences ou encore des expositions. C'est ainsi par exemple qu'une manifestation organisée par l'Université, en collaboration avec l'association IRAS-COTIS et ayant pour thème «Goethe et les religions», était initialement prévue à la fin avril 2020. Elle a dû être annulée en raison de la crise sanitaire du Coronavirus. Les éventuels impacts de l'actuelle crise sanitaire sur les manifestations prévues au début du mois de novembre dans notre canton ne sont pas encore connus.

Indépendamment des manifestations organisées sur une grande partie du territoire national dans le cadre de la «semaine des religions», des plateformes d'échanges et de dialogues interreligieux existent déjà et méritent, elles aussi, d'être brièvement mentionnées pour avoir une idée du genre d'événements présentant un lien avec la proposition des postulants.

2.1.2. Le Groupe interreligieux et interculturels de la Gruyère

Le *Groupe interreligieux et interculturel de la Gruyère* s'est créé en 2009 après la votation fédérale sur les minarets et réunit chrétiens et musulmans. Son objectif est le dialogue entre chrétiens et musulmans. Il participe à la Semaine des religions, organise des conférences et des débats, propose une formation au dialogue interreligieux.

2.1.3. Le Groupe interreligieux de Fribourg

Le Groupe interreligieux de Fribourg est un petit groupe d'une douzaine de personnes issues de différentes traditions religieuses (bouddhistes, musulmans et chrétiens) créé en 2011. Ces personnes se rencontrent régulièrement pour échanger et se découvrir au-delà des clichés et stéréotypes. Le but du Groupe est celui de promouvoir l'interconnaissance culturelle et religieuse. Il organise depuis sa création des événements dans ce sens et il participe à la Semaine des religions.

2.2. En Suisse

2.2.1. La Table Ronde des religions de Bienne

Dans la ville de Bienne, une Table ronde des religions a été initiée en 2002 par l'association «Arbeitskreis für Zeitfragen». Cette association, également membre de l'association zurichoise IRAS-COTIS, se veut une plateforme régionale de dialogue et d'échange entre des personnes appartenant à différentes religions et traditions culturelles présentes en particulier dans la ville de Bienne mais aussi dans la région du proche Seeland de manière plus générale. Elle a pour objectif l'information sur la diversité religieuse et le développement d'une confiance mutuelle entre les membres des différentes religions et communautés qui la composent. Elle développe ainsi une culture du dialogue en organisant des rencontres et des manifestations diverses. La Table ronde de Bienne est ouverte à toute personne intéressée qui souhaite en devenir membre. Elle comprend actuellement des membres de diverses églises chrétiennes et des communautés juives, musulmanes, bouddhistes, hindouistes et bahaïs.

Depuis sa création, la Table ronde des religions de Bienne s'est toujours affirmée comme une plateforme de discussion, d'échange d'information et de réflexion religieuses ou spirituelles sur les religions présentes sur le territoire communal et ses alentours. De nombreux projets sont nés de ces échanges, comme par exemple des semaines hors-cadre «religions et cultures» proposées aux établissements scolaires de la ville ou encore des rendez-vous interreligieux pour débattre publiquement de thèmes universels comme les rapports homme-femme, la transmission religieuse aux enfants ou encore les représentations de la mort et du deuil. De même des journées de portes ouvertes de divers lieux de culte ou encore des concerts de musique sacrée du monde entier complètent les diverses rencontres organisées régulièrement. Là encore, ces manifestations ont toujours pour objet de favoriser la compréhension mutuelle entre les diverses religions et communautés existantes, de combattre les craintes par la connaissance d'autrui et d'œuvrer à la cohésion sociale.

2.2.2. La Table ronde des religions de Bâle

Depuis 2007, les représentants des églises, de diverses communautés religieuses, des fédérations musulmanes et évangéliques ainsi que de l'administration des cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne se réunissent 5 fois par année autour de la Table ronde des religions de Bâle. Ces rencontres avaient originellement été initiées par la coordinatrice des questions religieuses auprès du Département présidentiel du canton de Bâle-Ville. Elles sont depuis devenues un instrument incontournable du dialogue interreligieux dans les deux Bâles.

Les origines de cette plateforme d'échange et de rencontre entre les diverses religions de la région bâloise sont en lien avec le développement des attentats terroristes islamistes en Europe, en particulier les attaques terroristes de Londres et Madrid, en 2005. Pour éviter une crispation du dialogue interreligieux, une stigmatisation de l'Islam et dans un souci de cohésion sociale, l'association Integration Basel a commencé à développer des contacts réguliers avec les différentes mosquées de la région, tout en cultivant une culture de dialogue interreligieux en sein de la société civile. En 2007, les Conseillers d'Etat et les délégués à l'intégration des deux cantons ont reçu l'ensemble des représentants des mosquées des deux Bâle, ainsi que des associations aléviées et d'autres acteurs concernés. Cette démarche a été le point de départ de la création de la Table ronde des religions de Bâle. A ce jour, elle réunit 13 églises et communautés religieuses, ainsi que la Commission musulmane de Bâle et l'Alliance évangélique.

Parmi les réalisations ou objectifs de la Table ronde des religions de Bâle, outre les buts usuels de dialogue interreligieux, de compréhension mutuelle et de cohésion sociale, figure aussi la mise au point de principes directeurs de collaboration entre communautés religieuses et les autorités. C'est ainsi que la gestion des questions religieuses dans le cadre scolaire ont fait l'objet de nombreuses discussions, en particulier la question des dispenses en milieu scolaire pour motifs religieux. Les différentes formes d'enseignement des religions à l'école ont aussi été discutées. En lien avec l'actualité internationale et certains conflits, par exemple le conflit israélo-palestinien, les membres de la Table ronde se sont engagées à faire preuve de retenue et de responsabilité en tant que porte-parole de leurs lieux de culte respectifs. Avant le scrutin constitutionnel de 2017 en Turquie, une rencontre entre les diverses parties a été organisée par la Table ronde, pour accorder toutes les parties sur la nécessité de cultiver une cohabitation pacifique. Toutes ces rencontres sont organisées avec la collaboration et le soutien des services cantonaux en charge de l'intégration. Par la nature des thèmes abordés par la Table ronde des religions de Bâle, on comprend aussi que ces rencontres ont plutôt pour vocation principale d'assurer un dialogue entre les religions d'une part mais aussi entre les religions et l'Etat. Cette approche originale a aussi été suivie par de nombreux cantons suisses, notamment par exemple

lors de la reprise à leur compte de certaines réflexions sur la manière d'aborder les questions religieuses en milieu scolaire.

2.2.3. La Plateforme interreligieuse dans le canton de Genève

A l'initiative du Centre protestant d'études, à Genève, un groupe de dialogue interreligieux a été mis en place en 1992. Ce groupe de dialogue sera quelques années plus tard institutionnalisé sous la forme d'une association et prendra le nom de Plateforme interreligieuse de Genève. Actuellement, la Plateforme réunit des membres de la plupart des communautés religieuses présentes sur le territoire cantonal: catholique romaine, catholique chrétienne, orthodoxe, réformée luthérienne, bouddhiste, musulmane sunnite et chiite, juive traditionnelle et juive libérale, hindoue, quaker, bahaïe.

Les buts de la Plateforme interreligieuse de Genève sont de valoriser la diversité et le dialogue interreligieux entre les différentes communautés cohabitant dans le territoire genevois, de réaliser également des projets communs et de promouvoir la paix et l'équité. C'est ainsi que sont organisées des conférences, des journées de dialogue au moyen de conférences-débats, des visites de centres religieux ou spirituels, des célébrations mais aussi de publications à l'intention du public. C'est ainsi qu'on peut trouver entre autres publications un document intitulé «*9 propositions pour vivre ensemble et se respecter dans la diversité religieuse*» ou encore un kit sur la diversité religieuse comprenant 3 dossiers pédagogiques, des prises de positions sur des événements de l'actualité, des prises de positions dans la presse, des critiques littéraires d'ouvrages en lien avec la thématique religieuse ou confessionnelle, etc.

Ce qui surprend dans la Plateforme interreligieuse de Genève, c'est la composition du comité de l'association et le nombre de ses membres. Toutes les églises et les communautés religieuses y sont représentées chacune par un membre et son suppléant, ce qui a pour conséquence que les membres du comité sont très nombreux, soit plus d'une vingtaine.

2.2.4. Les expériences zurichoïse et saint-galloïse en matière d'aumônerie

A défaut d'une plateforme d'échange interreligieux, l'expérience menée depuis le 1^{er} septembre 2019 par le canton de Zürich en matière d'aumônerie mérite également d'être mentionnée. Cette expérience est au demeurant conduite avec le soutien du Centre Suisse Islam et Société (CSIS) de l'Université de Fribourg en collaboration avec la chaire de *spiritual care* de l'Université de Zürich et l'association faitière des organisations musulmanes du canton. Cette formation est également soutenue par les deux Églises officielles du canton. Le projet bénéficie ainsi d'un soutien réparti entre le canton, l'association faitière des organisations musulmanes et

les églises officielles, le canton en assumant toutefois la part essentielle.

En effet constatant certaines lacunes dans l'accompagnement spirituel des personnes séjournant en milieu hospitalier ou de manière plus générale dans les institutions du canton, le Conseil d'Etat zurichois a souhaité corriger une situation qu'il ne considérait pas idéale. Jusqu'à présent, les directions des établissements concernés devaient faire ponctuellement appel à des aumôniers musulmans non spécifiquement formés. Afin de garantir la qualité requise dans l'accompagnement spirituel des personnes de confession musulmane, le canton a souhaité mettre en place un service structuré. Une collaboration a ainsi été mise en place entre le canton et l'association des organisations musulmanes du canton de Zürich.

C'est ainsi que désormais une dizaine d'aumôniers spécifiquement formés exerceront leurs activités dans des institutions cantonales, telles les hôpitaux, les centres de soins et les institutions pour personnes handicapées. La formation des aumôniers devant accompagner les personnes en situation de privation de liberté sera peut-être intégrée à terme dans ce programme.

Quoiqu'il en soit, la formation des aumôniers est en cours depuis 2019. Elle est destinée à des personnes résidente dans le canton de Zürich. A l'issue de cette formation, les hommes et les femmes qui y sont engagés pourront accompagner des patients musulmans dans les institutions publiques du canton et offrir un accompagnement adéquat. C'est ainsi que seront formés des aumôniers ouverts non seulement à l'inter-religiosité mais également aux us et coutumes de notre pays. Il semble enfin nécessaire que les aumôniers accompagnant les personnes de confession musulmane résidant dans les institutions cantonales soient des personnes aussi conscientes de la primauté de la loi.

Il faut enfin signaler que le CSIS a également assuré un projet d'aumônerie et d'accompagnement spirituel dans le cadre de l'aumônerie de l'Hôpital cantonal de Saint-Gall. Sept théologiens et aumôniers musulmans sont déjà issus de ce programme et ont déjà commencé à offrir leurs services.

3. Le dialogue entre l'Etat et les communautés nouvelles implantées dans le canton

En 2012, dans son rapport sur postulat Daniel de Roche/Laurent Thévoz sur *«les relations entre les communautés religieuses dans le canton de Fribourg»* (P2074.10), le Conseil d'Etat s'était engagé à rencontrer les représentants, notamment, des communautés musulmanes et orthodoxes, afin d'avoir une meilleure connaissance des communautés religieuses nouvellement installées dans le canton. Après consultation, il s'est finalement avéré que seule la communauté musulmane souhaitait ce genre de rencontres. La DIAF, en

présence de son Directeur, rencontre les représentants de la communauté musulmane de façon annuelle. Elle y associe d'autres interlocuteurs institutionnels selon les thèmes qui y sont abordés.

4. Conclusion

Indépendamment de l'octroi de prérogatives de droit public, il apparaît utile pour le Conseil d'Etat que les représentants des diverses traditions religieuses présentes sur notre territoire cantonal puissent avoir un dialogue avec les autorités d'une part et entre toutes les confessions présentes et actives dans le canton d'autre part. Le Conseil d'Etat partage le souci des postulants d'utiliser chaque opportunité qui se présente pour améliorer le dialogue interreligieux et le dialogue avec les autorités cantonales ou communales. Un tel dialogue est utile. Il démontre en effet que toutes les personnes vivant dans notre canton d'une confession autre que celles traditionnelles sont également reconnues. Cette considération constitue également, et c'est la conviction du Conseil d'Etat, un facteur d'intégration des membres de ces nouvelles communautés religieuses et contribue au respect de la paix religieuse et à l'amélioration de la cohésion sociale.

Dans le cadre de la révision de la LEE, la formalisation d'une table ronde des religions pourrait ainsi être examinée. Le Conseil d'Etat invite donc le Grand Conseil à prendre acte du présent rapport donnant suite directe au postulat des députés Ballmer et Ducotterd.



Bericht 2020-DIAF-30

1. September 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2020-GC-22 Ballmer Mirjam/Ducotterd Christian – Einrichtung eines Runden Tisches der Religionen

Der Bericht, den wir Ihnen unterbreiten, enthält die folgenden Aspekte:

1. Einleitung	5
2. Der interreligiöse Dialog in der Schweiz	5
2.1. Im Kanton Freiburg	5
2.1.1. Die Woche der Religionen	5
2.1.2. Groupe interreligieux et interculturel de la Gruyère	6
2.1.3. Interreligiöse Gruppe Freiburg	6
2.2. In der Schweiz	6
2.2.1. Runder Tisch der Religionen Biel	6
2.2.2. Runder Tisch der Religionen beider Basel	7
2.2.3. Interreligiöse Plattform im Kanton Genf	7
2.2.4. Die Erfahrungen von Zürich und St. Gallen im Bereich Seelsorge	7
3. Der Dialog zwischen Staat und neu im Kanton angesiedelten Gemeinschaften	8
4. Schluss	8

1. Einleitung

In einem am 6.2.2020 eingereichten und begründeten Postulat ersuchen Grossrätin Mirjam Ballmer und Grossrat Christian Ducotterd darum, dass im Rahmen der Arbeiten am Gesetz über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat die Einrichtung eines Runden Tisches der Religionen geprüft wird.

Wie die Postulanten erwähnen, wird infolge der Annahme des institutionellen Teils eines vorgängigen Postulats zur Überwachung von Moscheen und Imamen (2017-GC-41) das Gesetz über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (KSG) revidiert. Die Arbeiten wurden der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) anvertraut und werden bald in Angriff genommen.

In den letzten 20 Jahren hat sich die Freiburger Gesellschaft stark verändert. Die Zunahme der Personen, die einer anderen Konfession als der traditionell im Kanton präsenten angehören, ist unbestreitbar. Es wird eine Zeit kommen, wo einige dieser neuen Religionsgemeinschaften die Gewährung von öffentlich-rechtlichen Vorrechten einfordern werden. Die Arbeiten für die Revision des KSG müssen so die Möglichkeit prüfen, die Bedingungen für die Gewährung

dieser öffentlich-rechtlichen Vorrechte und die Einzelheiten für ihre Gewährung zu klären. Der Erhalt solcher Vorrechte wird diesen Gemeinschaften einen neuen Status verleihen und ihre Anerkennung und Integration in das soziale Gebilde des Kantons bezeugen. Dies wird auch zu einer besseren Integration ihrer Mitglieder führen.

In diesem Zusammenhang ist die Einrichtung eines Runden Tisches, wie dies von den Postulanten gewünscht wird, eine interessante Idee, die die Aufmerksamkeit der Behörden verdient. Unabhängig von der von den Postulanten aufgeworfenen Frage ist ein kurzer Überblick über die in der Westschweiz bereits bestehenden Mittel für den interreligiösen Austausch und die im Kanton Zürich entwickelte Initiative von Interesse.

2. Der interreligiöse Dialog in der Schweiz

2.1. Im Kanton Freiburg

2.1.1. Die Woche der Religionen

Es ist zunächst darauf hinzuweisen, dass der Kanton Freiburg was den interreligiösen Austausch angeht kein leerer Raum ist. Es gibt in unserem Kanton mehr oder weniger

regelmässige Plattformen für den Austausch und den Dialog, namentlich über die Woche der Religionen. Diese Veranstaltung findet in den meisten Schweizer Kantonen statt. Sie wurde bereits 2006 von der Interreligiösen Arbeitsgemeinschaft in der Schweiz (IRAS COTIS) geschaffen. IRAS COTIS hat ihren Sitz in Zürich und besteht seit 1992. Der statutarische Zweck dieses Vereins besteht in der Förderung der Annäherung der verschiedenen Religionen und Kulturen in der Schweiz. Der Verein will zudem die Vorurteile und Ängste in Bezug auf die Religionen abbauen und den sozialen Zusammenhalt fördern. Er ist im ganzen Land tätig und unterstützt und arbeitet mit 70 Religionsgemeinschaften und Organisationen. Letztes Jahr organisierte der Verein IRAS COTIS knapp hundert Veranstaltungen in der Schweiz.

2019 wurden so im Kanton Freiburg zwischen dem 5. und 10. November in Freiburg und Bulle verschiedene Workshops organisiert. Diese bestanden hauptsächlich aus Treffen und Diskussionen zum Thema Hände und ihre Symbolik, Lesungen von religiösen Texten und öffentlichen Debatten in Form von Runden Tischen mit den Vertreterinnen und Vertretern verschiedener religiöser Minderheiten und anerkannter Religionsgemeinschaften. Diese Begegnungen wurden mit einer interreligiösen Feier im spirituellen Zentrum Sainte-Ursule in Freiburg abgeschlossen.

Die Woche der Religionen findet traditionell Anfang November statt. Das Thema für das Jahr 2020 ist «Körper – Spiegel des Heiligen». Die Universität Freiburg organisiert zudem punktuell Informationstage, Konferenzen und Ausstellungen. So war beispielsweise Ende April 2020 ursprünglich eine von der Universität in Zusammenarbeit mit dem Verein IRAS COTIS organisierte Veranstaltung mit dem Thema «Goethe und die Religionen» geplant. Sie musste aufgrund des Coronavirus abgesagt werden. Die möglichen Auswirkungen der aktuellen Gesundheitskrise auf die Anfang November in unserem Kanton geplanten Veranstaltungen sind noch nicht bekannt.

Unabhängig von den Veranstaltungen, die in weiten Teilen der Schweiz im Rahmen der Woche der Religionen organisiert werden, gibt es weitere Plattformen für den interreligiösen Austausch und Dialog, die ebenfalls kurz erwähnt werden sollten, um eine Vorstellung von den Veranstaltungen zu erhalten, die in Verbindung mit dem Vorschlag der Postulanten stehen.

2.1.2. Groupe interreligieux et interculturel de la Gruyère

Die interreligiöse und interkulturelle Gruppe von Greyerz (*Groupe interreligieux et interculturel de la Gruyère*) wurde 2009 nach der eidgenössischen Abstimmung zu den Minderheiten gebildet und vereint Christen und Muslime. Ihr Ziel ist der Dialog zwischen Christen und Muslimen. Sie beteiligt sich an der Woche der Religionen, organisiert Konferenzen

und Debatten und bietet einen Kurs in interreligiösem Dialog an.

2.1.3. Interreligiöse Gruppe Freiburg

Die interreligiöse Gruppe Freiburg bestehend aus einem Dutzend Männer und Frauen unterschiedlicher religiöser Glaubensrichtungen (Buddhisten, Muslime, Christen verschiedener Konfessionen) wurde 2011 gegründet. Diese Personen treffen sich regelmässig, um sich gegenseitig auszutauschen und besser kennenzulernen. Das Ziel der Gruppe ist, einen konstruktiven Beitrag zu einer respektvolleren Verständigung zwischen Menschen unterschiedlicher kultureller und religiöser Zugehörigkeiten zu leisten. Seit ihrer Gründung organisiert die Gruppe in diesem Sinn Veranstaltungen und beteiligt sich an der Woche der Religionen.

2.2. In der Schweiz

2.2.1. Runder Tisch der Religionen Biel

In der Stadt Biel wurde 2002 vom Verein «Arbeitskreis für Zeitfragen» ein Runder Tisch der Religionen ins Leben gerufen. Dieser Verein, der auch Mitglied des Zürcher Vereins IRAS COTIS ist, versteht sich als regionale Plattform für den Dialog und den Austausch von Personen, die verschiedenen Religionen und kulturellen Traditionen angehören, die insbesondere in der Stadt Biel aber auch allgemein im nahen Seeland gelebt werden. Er hat zum Ziel, über die religiöse Vielfalt zu informieren und zwischen den Angehörigen der verschiedenen Religionen und Gemeinschaften, aus denen er besteht, ein gegenseitiges Vertrauen zu entwickeln. Er schafft so mit der Organisation von verschiedenen Begegnungen und Veranstaltungen eine Kultur des Dialogs. Der Runde Tisch der Religionen Biel steht allen interessierten Personen offen. Zurzeit gehören ihm christliche, jüdische, muslimische, buddhistische, hinduistische und Bahai Mitglieder und Vertreterinnen an.

Seit seiner Schaffung versteht sich der Runde Tisch der Religionen Biel als Plattform für religiöse oder spirituelle Diskussionen, Informationsaustausch und Überlegungen über die Religionen, die in der Gemeinde und ihrer Umgebung präsent sind. Aus diesem Austausch sind zahlreiche Projekte entstanden, wie beispielsweise die Schulprojektwochen «Religionen und Kulturen» für die Schulen der Stadt oder interreligiöse Begegnungen, an denen universelle Themen wie die Beziehung zwischen Mann und Frau, die religiöse Erziehung der Kinder oder die Darstellung von Tod und Trauer öffentlich thematisiert werden. Ergänzt werden diese regelmässig durchgeführten Treffen mit Tagen der offenen Tür von verschiedenen Kultstätten und geistlichen Musikkonzerten aus der ganzen Welt. Auch hier haben die Veranstaltungen zum Ziel, das gegenseitige Verständnis der verschiedenen Religionen und Gemeinschaften zu fördern, den Ängsten mit

dem Kennenlernen des andern zu begegnen und am sozialen Zusammenhalt zu arbeiten.

2.2.2. Runder Tisch der Religionen beider Basel

Seit 2007 versammeln sich die Delegierten der Kirchen, von verschiedenen religiösen Gemeinschaften, von muslimischen und evangelischen Föderationen sowie der Kantonsverwaltung von Basel-Stadt und Basel-Land fünfmal jährlich am Runden Tisch der Religionen beider Basel. Diese Treffen wurden ursprünglich von der Koordinatorin für Religionsfragen des Präsidialdepartements des Kantons Basel-Stadt in die Wege geleitet. Sie sind heute ein wichtiges Instrument des interreligiösen Dialogs der beiden Basel.

Die Entstehung dieser Plattform für den Austausch und die Begegnung der verschiedenen Religionen der Region Basel steht in Verbindung mit den islamistischen Terroranschlägen in Europa, insbesondere mit den Terroranschlägen in London und Madrid im Jahr 2005. Um eine Verkrampfung des interreligiösen Dialogs und eine Stigmatisierung des Islams zu verhindern und für den sozialen Zusammenhalt, begann die Integrationsstelle «Integration Basel» mit den verschiedenen Moscheen der Region regelmässige Kontakte zu knüpfen und gleichzeitig eine interreligiöse Dialogkultur in der Zivilgesellschaft zu pflegen. 2007 empfingen die Regierungsräte und die Integrationsbeauftragten der beiden Kantone alle Delegierten der Moscheen der beiden Basel sowie der alevitischen Vereine und von anderen betroffenen Akteuren. Dies war der Startschuss für die Schaffung des Runden Tisches der Religionen beider Basel. Heute vereint er 13 Religionsgemeinschaften und zwei religiöse Dachverbände sowie die beiden Dachverbände Evangelische Allianz und Basler Muslim Kommission.

Zu den Umsetzungen oder Zielen des Runden Tisches der Religionen beider Basel gehören abgesehen von den üblichen Zielen – interreligiöser Dialog, gegenseitiges Verständnis und sozialer Zusammenhalt – auch die Ausarbeitung von Leitprinzipien für die Zusammenarbeit zwischen Religionsgemeinschaften und Behörden. So war der Umgang mit religiösen Fragen an der öffentlichen Schule Gegenstand von zahlreichen Diskussionen, namentlich der schulische Dispens aus religiösen Gründen. Die verschiedenen Formen des Religionsunterrichts in der Schule wurden ebenfalls besprochen. In Verbindung mit der internationalen Aktualität und bestimmten Konflikten, beispielsweise dem Konflikt zwischen Israel und Palästina, haben sich die Mitglieder des Runden Tisches verpflichtet, als Wortführer ihrer jeweiligen Kultstätten Zurückhaltung und Verantwortung zu zeigen. Vor dem Verfassungsreferendum im Jahr 2017 in der Türkei organisierte der Runde Tisch ein Treffen mit den verschiedenen Parteien, um alle Parteien auf die Notwendigkeit abzustimmen, ein friedliches Zusammenleben zu pflegen. Alle diese Treffen werden in Zusammenarbeit und mit der Unter-

stützung der kantonalen Integrationsstellen organisiert. Aufgrund der Themen, die vom Runden Tisch der Religionen beider Basel behandelt werden, ist auch ersichtlich, dass das Hauptanliegen dieser Treffen nicht nur der Dialog zwischen den Religionen ist, sondern auch der Dialog zwischen den Religionen und dem Staat. Dieser unkonventionelle Ansatz wurde von mehreren Schweizer Kantonen aufgenommen, namentlich beispielsweise durch die Aufnahme ihrerseits von bestimmten Überlegungen zum Umgang mit religiösen Fragen an der Schule.

2.2.3. Interreligiöse Plattform im Kanton Genf

Auf Initiative des protestantischen Studienzentrums in Genf wurde 1992 eine Gruppe für den interreligiösen Dialog geschaffen. Diese Gruppe für den Dialog wurde einige Jahre später in Form eines Vereins institutionalisiert und erhielt den Namen «Plateforme interreligieuse de Genève». Aktuell vereint die Plattform die Mitglieder der meisten im Kanton Genf vorhandenen Religionsgemeinschaften: römisch-katholische, christkatholische, orthodoxe, evangelisch-lutherische, buddhistische, der sunnitische und schiitische Islam, jüdisch orthodoxe und liberale, hinduistische, Quäker, Bahai.

Die Ziele der interreligiösen Plattform von Genf sind die Aufwertung der interreligiösen Diversität und Dialoge zwischen den verschiedenen Gemeinschaften in Genf, die Durchführung von gemeinsamen Projekten und die Förderung von Frieden und Gerechtigkeit. So werden Konferenzen, Dialogtage mit Referaten und Debatten, Besuche von religiösen oder spirituellen Zentren, religiöse Feiern aber auch Publikationen für die Öffentlichkeit organisiert. So findet sich unter anderem ein Dokument mit neun Vorschlägen für das Zusammenleben und das Respektieren der religiösen Vielfalt («9 propositions pour vivre ensemble et se respecter dans la diversité religieuse») oder ein Set zur religiösen Vielfalt mit drei pädagogischen Dossiers, Stellungnahmen zu aktuellen Ereignissen, Stellungnahmen in den Medien, Literaturkritiken in Verbindung mit den Themen Religion oder Konfessionen usw.

Was bei der interreligiösen Plattform von Genf überrascht, ist die Zusammensetzung des Vereinsvorstands und die Zahl der Mitglieder. Alle Kirchen und Religionsgemeinschaften sind einzeln durch ein Mitglied und seine Stellvertretung vertreten, wodurch der eher grosse Vorstand über zwanzig Mitglieder hat.

2.2.4. Die Erfahrungen von Zürich und St. Gallen im Bereich Seelsorge

Mangels einer interreligiösen Austauschplattform verdient auch das seit 1. September 2019 umgesetzte Experiment des Kantons Zürich im Bereich Seelsorge eine Erwähnung. Dieses Experiment wird im Übrigen mit der Unterstützung des

Schweizerischen Zentrums für Islam und Gesellschaft (SZIG) der Universität Freiburg in Zusammenarbeit mit der Professur für *Spiritual Care* der Universität Zürich und der Vereinigung der Islamischen Organisationen in Zürich durchgeführt. Diese Ausbildung wird auch von den beiden offiziellen Kirchen des Kantons unterstützt. Dieses Projekt wird so vom Kanton, dem Dachverband der islamischen Organisationen und den offiziellen Kirchen getragen, wobei der Kanton eine entscheidende Rolle spielt.

Infolge der Feststellung von Lücken in der seelsorgerischen Begleitung von Patientinnen und Patienten in Krankenhäusern oder allgemeiner von Bewohnerinnen und Bewohnern von Einrichtungen des Kantons wünschte der Zürcher Regierungsrat die Korrektur dieser Situation, die er als nicht ideal beurteilte. Bislang mussten die Direktionen der betroffenen Einrichtungen punktuell die Dienste von muslimischen Seelsorgern ohne besondere Ausbildung in Anspruch nehmen. Für die Sicherstellung der erforderlichen Qualität in der spirituellen Begleitung von muslimischen Personen wollte der Kanton einen strukturierten Dienst schaffen. So wurde zwischen dem Kanton und der Vereinigung der Islamischen Organisationen in Zürich eine Zusammenarbeit geschaffen.

In Zukunft wird ein Dutzend speziell ausgebildete Seelsorgerinnen und Seelsorger ihre Tätigkeit in den kantonalen Einrichtungen wie Spitälern, Pflegezentren und Institutionen für Menschen mit Behinderungen ausüben. Die Ausbildung der Seelsorgerinnen und Seelsorger, welche die Personen im Freiheitsentzug betreuen, wird möglicherweise in dieses Programm integriert.

Diese seelsorgerische Ausbildung läuft seit 2019. Sie ist für im Kanton Zürich wohnhafte Personen bestimmt. Nach Abschluss dieser Ausbildung können die Absolventinnen und Absolventen die muslimischen Patientinnen und Patienten in öffentlichen Einrichtungen des Kantons begleiten und eine adäquate Betreuung anbieten. So werden Seelsorgerinnen und Seelsorger ausgebildet, die sich nicht nur mit der Interreligiosität auskennen, sondern auch mit den Sitten und Gebräuchen unseres Landes vertraut sind. Schliesslich scheint es auch notwendig, dass sich die Seelsorgerinnen und Seelsorger, die muslimische Personen in kantonalen Einrichtungen begleiten, der Rechtstaatlichkeit bewusst sind.

Es ist anzumerken, dass das SZIG im Rahmen der Seelsorge des Kantonsspitals St. Gallen ebenfalls ein Projekt für die Seelsorge und spirituelle Begleitung sichergestellt hat. Sieben muslimische Theologinnen und Seelsorger haben dieses Programm bereits abgeschlossen und bieten ihre Dienste an.

3. Der Dialog zwischen Staat und neu im Kanton angesiedelten Gemeinschaften

2012 verpflichtete sich der Staatsrat in seinem Bericht zum Postulat Daniel de Roche/Laurent Thévoz über «*das Verhältnis der Religionsgemeinschaften im Kanton Freiburg*» (P2074.10), die Vertreterinnen und Vertreter von namentlich den muslimischen und orthodoxen Gemeinschaften zu treffen, um mehr über die neu im Kanton angesiedelten Religionsgemeinschaften zu erfahren. Bei der Konsultation stellte sich heraus, dass einzig die muslimische Gemeinschaft solche Treffen wünschte. Im Beisein ihres Direktors trifft die ILFD die Vertreterinnen und Vertreter der muslimischen Gemeinschaft jährlich. Sie bindet abhängig von den angesprochenen Themen weitere institutionelle Ansprechpartner ein.

4. Schluss

Unabhängig von der Gewährung der öffentlich-rechtlichen Vorrechte erscheint es dem Staatsrat nützlich, dass die verschiedenen im Kantonsgebiet präsenten religiösen Traditionen mit den Behörden einerseits und allen anderen im Kanton bestehenden und aktiven Konfessionen andererseits einen Dialog führen können. Der Staatsrat teilt den Wunsch der Postulanten, jede sich präsentierende Gelegenheit zu nutzen, um den interreligiösen Dialog und den Dialog mit den Kantons- und Gemeindebehörden zu verbessern. Ein solcher Dialog ist nützlich. Er beweist, dass alle Personen, die in unserem Kanton leben und einer anderen als der traditionellen Konfession angehören, ebenfalls anerkannt werden. Der Staatsrat ist überzeugt, dass diese Überlegungen für die Mitglieder dieser neuen Religionsgemeinschaften auch ein Integrationsfaktor sind und einen Beitrag für die Wahrung des religiösen Friedens und einen besseren sozialen Zusammenhalt leisten.

Im Rahmen der Revision des KSG wird so die Formalisierung eines Runden Tisches der Religionen geprüft. Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, den vorliegenden Bericht in direkter Folge auf das Postulat der Grossratsmitglieder Ballmer und Ducotterd zur Kenntnis zu nehmen.